

Initiatives ministérielles

la signature de l'entente concernant un aéroport. Cela n'offre pas une solide protection.

Je me pose également des questions sur la perte de ressources humaines. Nous avons littéralement des centaines, sinon des milliers d'hommes et de femmes qui travaillent pour Transports Canada dans les aéroports du Canada. Ce sont des gens qui se sont engagés à servir le Canada. Ils ont de l'expérience et leur avancement de carrière se fait au sein de la fonction publique. Leur retirera-t-on du jour au lendemain toute possibilité d'avancement en leur disant « nous ne voulons plus de vous. Vous êtes pris dans tel ou tel aéroport pour le reste de votre vie active. » Ou encore, ils seront retranchés de la fonction publique fédérale et seront invités à postuler comme candidats extérieurs les postes qui pourront se présenter. Cela voudrait dire qu'une personne ayant occupé le deuxième poste de commande dans un aéroport ne pourrait pas accéder au premier poste dans un autre aéroport. Nous perdons beaucoup de personnes compétentes, et c'est une honte, parce que les ressources humaines de Transports Canada sont, dans l'ensemble, très qualifiées et constituent un atout non seulement pour le ministère, mais pour tout le pays. Je pense que le gouvernement n'a pas tenu compte de cet aspect dans son désir de se décharger de cette responsabilité et de la confier à la collectivité locale.

Les répercussions concrètes de cette mesure sont l'autre aspect qui me préoccupe. J'ai vu les articles de presse. J'ai aussi lu les bulletins d'information des organismes communautaires qui disent: laissez-nous la responsabilité de l'aéroport; nous allons essentiellement aménager une toute nouvelle section pour la vente de biens, de produits et de services. Une telle initiative peut se révéler un succès dans une ville comme Toronto, et peut-être même dans un endroit comme Ottawa, où le centre urbain se trouve à une certaine distance de l'aéroport.

Mais qu'en est-il de Thunder Bay, qui est l'une des collectivités ayant un groupe intéressé à assumer la responsabilité de l'aéroport local? Cet aéroport est à toutes fins utiles en pleine ville. Cela ne fait aucun doute. Par conséquent, si vous aménagez un espace supplémentaire pour la vente au détail à une clientèle qui n'est pas la clientèle habituelle de l'aérogare, c'est-à-dire les passagers qui arrivent à Thunder Bay ou qui décollent de cet endroit ainsi que, dans certains cas, les personnes qui se rendent à l'aéroport parce que celui-ci fait maintenant partie du centre régional qu'est devenu Thunder Bay, bref si vous allez chercher une autre clientèle que celle-

là, vous allez en fait attirer des personnes à un nouveau centre, situé sur un terrain fédéral, qui verse de l'argent au gouvernement fédéral, aux dépens des petits mails commerciaux et autres entreprises de la collectivité. Cet aspect est lui aussi préoccupant. Je pense que le gouvernement n'en a pas tenu vraiment compte, non plus, je pense, que les collectivités qui se sont montrées aussi enthousiastes à l'égard de ce concept.

Le dernier point, c'est que ces localités, pas toutes mais la mienne en tout cas, et je crois en avoir parlé directement au ministre, croient que d'exploiter l'aéroport comme autorité locale leur vaudra beaucoup d'argent du ministre des Transports; elles croient que c'est ainsi qu'elles rebâtiront ou agrandiront leur aérogare. Comme je ne l'ai pas fait publiquement à Thunder Bay, je tiens aujourd'hui à remercier le ministre des Transports de sa décision non seulement de rénover l'aérogare existante de Thunder Bay, mais aussi d'accélérer le processus pour que nous ayons de nouvelles installations à temps pour les jeux nordiques mondiaux qui doivent se tenir là-bas en 1995.

Cela dit, le groupe local qui cherche à obtenir le contrôle de l'aéroport de Thunder Bay le fait parce qu'il croit que cela accélérera l'afflux de capitaux d'immobilisations. Il a tort, et le ministre reconnaîtra sans doute avec moi que cela ne fait pas partie des accords de cession. Il faut que ces gens se détrompent.

Monsieur le Président, je constate que mon temps est épuisé. Il me tarde que cette mesure soit renvoyée au comité afin que nous puissions renforcer les dispositions qui concernent les travailleurs et les pensions même si, bien honnêtement, je voudrais que le gouvernement réexamine sa politique de cession aux autorités locales et provinciales, car je crois qu'il faut en ce moment que les aéroports continuent d'être exploités, contrôlés et financés complètement par les autorités fédérales.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, je voudrais demander au député de Thunder Bay—Atikokan d'en dire un peu plus au sujet de certains aspects du projet de loi qui nous inquiètent.

Nous avons vu ce qui s'est produit lorsque le gouvernement fédéral a privatisé CN Route. C'était un fiasco total. Les nouveaux propriétaires ont cannibalisé l'actif de la société, les employés ont perdu tous leurs avantages en plus de leur poste et le gouvernement a refusé de mener une enquête pour les protéger. Le gouvernement est responsable de cette situation. Il n'a pas exercé la surveillance nécessaire lorsqu'il a privatisé CN Route. Il